



Chers Confrères,

Nous célébrons en 1985, une nouvelle année de combat. Permettez-moi  
pour commencer de vous souhaiter un BONNE ANNÉE 1985. Méritons pour nos  
études, fructueuses, de nous assumer les responsabilités de l'UNEF.

Car, nous, nous, l'année à venir, il y a 40 ans, ce sont des étudiants  
qui, sous un autre nom, ont commencé à se réunir. Pour faire passer pour eux  
le temps, en ce début d'année civile, un peu plus vite.

1985 sera l'année de la jeunesse. Au-delà des multiples initiatives que  
nous pourrions développer, nous nous proposons pour nous retrouver le plus et le  
plus de fois possible dans le temps. C'est l'initiative et je propose  
de faire cette année, particulièrement à la fin, au moment des élections, au moment de  
notre 200<sup>e</sup> anniversaire. L'UNEF souhaite toutes les années, les étudiants ont leur mot à  
dire et peuvent décider quels ils sont de leur vie, de leurs études, de leur avenir.

4 - 5 janvier 1985

---

LE 1985 : UNE ANNÉE DÉTERMINÉE PAR QUELLE SITUATION ?

Après le premier, un deuxième... et dans les prévisions...  
Rapport présenté par

Régis PIQUEMAL  
Président de l'UNEF

Chers Camarades,

Nous voilà donc en 1985, une nouvelle année qui commence. Permettez-moi, pour commencer de vous souhaiter une **BONNE ANNEE 1985** fructueuse pour vos études, fructueuse pour l'exercice de vos responsabilités à l'UNEF.

Certes, pour nous, l'année a commencé il y a 4 mois, et pour une grande part, nous savons d'ores et déjà de quoi 85 sera faite. Plus forte raison pour prendre le temps, en ce début d'année civile, de réfléchir, de prendre du recul.

1985 sera "l'année de la Jeunesse". Au-delà des multiples initiatives que nous pouvons organiser, n'est-ce pas l'occasion pour nous d'affirmer la place et le rôle des étudiants dans le pays et dans le monde ? C'est l'évidence et je propose que cette année, quotidiennement à la fac, au moment des élections, au moment de notre 70<sup>e</sup> Congrès, l'UNEF engage toutes ses forces : les étudiants ont leur mot à dire et veulent décider quand il s'agit de leur vie, de leurs études, de leur avenir.

Nous ne partons pas de rien, nous savons aussi que tout le monde se trouve en face de nous dans cette bataille.

Avant d'en venir à notre activité, je reviendrai, dans un premier temps, aux conditions qui marquent dans le pays et à l'Université, ce début d'année 85 pour la jeunesse et les étudiants.

--

## I - 1985 . . . UNE ANNEE NOUVELLE DANS QUELLE SITUATION ?

Sans se tromper, on peut dire que 85 est et sera encore une année marquée par l'aggravation de ce qu'on appelle la "crise". Rien, ni dans les prévisions sérieuses, ni dans la politique menée ne nous permet de voir une issue rapide et sérieuse.

La décélération de l'inflation est certes encourageante, mais pour 2,5 millions de chômeurs dont 50% de jeunes, cela est bien maigre, bien peu de choses.

Toute la presse, les médias nous disent, à nous les jeunes, que cela est nécessaire si l'on veut moderniser le pays, être compétitifs, qu'il faut se résigner. A l'entendre, tant, du matin au soir on est aujourd'hui certains qu'il s'agit bien plus d'une politique dirigée par les patrons qu'un phénomène inéluctable contre lequel on ne peut rien.

Il n'en reste pas moins qu'à eux seuls les jeunes, les étudiants de ce pays possèdent toute l'énergie nécessaire pour faire front à la crise, pour combattre, pour inverser le cours des choses.

## 1 - Les jeunes, les étudiants, une richesse dans le pays.

Je le dis d'autant mieux que notre expérience de syndicalistes nous en donne chaque jour une illustration. Chaque jour les étudiants que nous rencontrons nous confirment à quel point pour eux, le mot - Avenir - s'écrit en majuscule - ni petit métier, ni petites envies, ils veulent être utiles, ils veulent faire avancer le progrès.

En médecine, c'est souvent aider les pays pauvres, en faire leur éducation sanitaire ; en sciences, c'est l'informatique, la recherche, les métiers nouveaux ; en éco, c'est tout savoir et comprendre comment on peut sortir de la crise, avec quel système ?

Mais que penser aussi des 60 à 70% des jeunes pour lesquels ce qui compte avant tout c'est la paix, la liberté, le travail, l'aide au tiers-monde. Là encore pas de petits idéaux, mais bien plus la volonté de rapports humains différents.

Quand des étudiants de Paris VIII ou de Besançon font un journal de fac, c'est se connaître, comprendre, communiquer leur vrai désir.

Quand 100 étudiants de Montpellier débattent 3 heures avec les travailleurs du C.H.R. ou de Thomson, ils veulent casser barrière pour parler de leur avenir, dans leur région.

Il en est ainsi pour des milliers de jeunes dans nos facs, dans nos régions, dans nos villes. Des jeunes qui ne demandent qu'une chose, c'est d'être maître de leur avenir, de participer au développement, à la modernisation du pays. C'est cela qui fait que de plus en plus d'entre eux, malgré les difficultés, veulent venir à l'Université, y apprendre un vrai métier.

En somme, les jeunes sont résolument modernes, ils veulent en finir avec la crise, ils veulent autre chose. Et il y a de quoi puisque dans 15 ans, ils seront les jeunes professionnels de l'an 2 000 !

Il y a en 1985, 1 million d'étudiants dans le pays qui auront en 2 000 à peine 5 ou 10<sup>max</sup> maximum de pratique. De quoi dire vraiment que nous sommes ceux sur qui le pays doit compter. L'Université nouvelle que nous voulons, c'est cette Université qui nous valorise, nous fait confiance, compte sur nous.

## 2 - Pourtant, il n'en est rien. Les jeunes sont dénigrés quotidiennement à la télé et dans la presse. Quant aux étudiants, à croire qu'ils n'existent pas. On n'en parle même pas dans les faits divers ou en fin de journal.

Mais bien plus grave, et c'est de plus en plus marquant dans la période, c'est la volonté tous azimuts de faire taire les jeunes et les étudiants !

Cela se traduit tous les jours mais pourquoi ?

Nous soulignons lors du dernier C.N. que ce qui se passe aujourd'hui obéit à une logique .

Nous sommes dans un pays où ce qui domine, même en matière de formation, c'est la rentabilité. Dans ce sens, les pressions qui s'exercent sur la politique du gouvernement dans le sens de la "rigueur" n'épargnent pas l'Université. Et dans le même temps qu'on diminue les moyens débloqués, on établit l'ordre de l'élitisme républicain.

Dans le même temps qu'on décide de fermer des pans de notre économie (sidérurgie, navale, téléphonie) on crée les T.U.C. pour les jeunes sans emploi.

Dans le même temps qu'on décide de réduire les débouchés, on revoit le système de l'aide sociale pour l'adapter ; tout cela se tient, mais il faut aller plus loin. Les patrons, pour leur politique ont besoin de bien plus, ils ont besoin de gens dociles et qui obéissent ; de gens qui n'interviennent pas qui ne luttent pas. Tout cela suppose de commencer par les jeunes et les étudiants, les premiers à ne pas se laisser faire.

\* C'est ainsi qu'on assiste aujourd'hui à une vaste politique de recul, orchestrée par les patrons et la droite à chaque fois qu'elle est présente.

\* Premier exemple : la flexibilité de l'emploi. la tentative est claire, revenir en profondeur et d'un coup sur les acquis essentiels des travailleurs en matière d'emploi et de conditions de travail. Recul sur les horaires, recul sur les droits des travailleurs, recul sur la représentation syndicale, liberté de licencier. Voilà ce qui est nécessaire pour que les patrons dirigent seuls. Qu'on ne se fasse pas d'illusions, nous étudiants, nous sommes directement concernés ; ces mesures étaient faites pour nous, quand nous arriverons à l'entreprise. La mobilisation a permis de gagner la non signature d'un tel accord, alors que 5 centrales syndicales s'y déclaraient prêtes. Cet acquis est de taille, il montre aussi combien on peut aller plus loin et mettre de telles tentatives en échec.

Mais réduire l'intervention des gens, cela se voit aussi, et c'est criant, y compris dans les entreprises nationales qui adoptent trop souvent une attitude de privé ! Recul là-encore !

A la fac, cela est criant quand les directeurs de CROUS de Nice ou de Montpellier font fi des luttes des étudiants de l'an dernier et réinstallent pendant l'été les chaînes à suppléments au R.U. C'est aussi clair quotidiennement dans les cours où l'on n'a pas le droit de débattre, aux examens ... et c'est aussi le cas de quelques Universités qui ont refusé de renouveler les conseils, laissant seuls les professeurs décider.

\* Malheureusement, l'attitude du gouvernement, de sa politique va trop souvent dans le même sens.

Avec les T.U.C., non seulement on refuse de donner une vraie formation aux jeunes, un vrai boulot, mais bien plus, on crée les conditions d'une résignation plus grande à la crise tout simplement parce qu'à 18 ans "vaut mieux ça que rien" !

Là-encore ne nous sentons pas à l'abri puisque le Ministère de l'Education Nationale vient de décider de la création de T.U.C. municipaux pour les jeunes diplômés notamment pour faire "pions" dans les collèges. Grave recul !

A l'Université, nous en avons une démonstration éclatante avec la note d'orientation sur les oeuvres universitaires.

La concertation nous dit M. LORENZI ne servira qu'à établir des modalités pratiques. Nous ne reviendrons pas sur nos principes."

J'y reviendrai plus loin mais alors, l'enquête, le vote national, l'expression des étudiants, on s'en moque !? Recul là-encore ! Quand on se souvient de la concertation établie pour la loi de l'enseignement supérieur. Recul car note d'orientation plutôt qu'une transformation profonde des oeuvres universitaires est en fait à la recherche des solutions les meilleures pour sauver les CROUS du gouffre financier. Recul enfin par la création d'un conseil financier des CROUS où les étudiants ne seraient pas représentatifs.

Recul en Grandes Ecoles où la plupart des établissements sortent de la tutelle de la loi de l'enseignement supérieur pour être plus adaptables aux patrons, pour que les élèves ingénieurs soient formés à obéir.

Vous le voyez, de partout, tout converge pour nous faire taire, pour nous ramener à un rôle de consommateurs, de gouvernés.

Nous ne pouvons pas l'accepter, pas parce que nous sommes têtus, mais parce qu'en voulant intervenir, nous occuper de nos affaires, nous choisissons la voie du développement contre la voie des reculs et de la régression.

Sur chaque quesiton, deux solutions sont possibles développer ou régresser. La première se fera avec nous - a besoin de nous - la seconde se fera contre nous. Malheureusement dans bien des secteurs les choix sont faits. Ne laissons pas faire de même à l'Université.

Beaucoup d'étudiants, certains parmi nos responsables se demandent si cela est encore possible, s'il n'est pas trop tard, si on peut encore faire quelque chose.

Il est légitime de se poser ces questions mais y répondre en ~~positif~~<sup>negatif</sup> serait suicidaire. Tout simplement parcequ'à chaque fois que les étudiants et l'UNEF font une proposition, mettent en place auelque chose de nouveau, ils vont vers la voie du développement, ils montrent que rien n'est fatal, que l'Université peut être moderne.

Alors, faisons-le, montrons, sur tout ce qui fait nos études, notre vie à la fac, que nous avons nos propositions.

Il y a de quoi faire. je voudrais avant de m'en expliquer, revenir sur ce qui fait en 1985 nos conditions de vie et d'études à l'Université.

## II - COMMENT VIT-ON QUAND ON EST ETUDIANT EN 1985 ?

Je ne ferai pas ici un descriptif détaillé de nos conditions de vie et d'études. Nous en connaissons chacun la réalité, le quotidien dans nos facs. je ne ferai pas non plus un bilan précis de tout ce qui a changé notamment depuis 1981. Nous l'avons tout en tête, de l'abrogation de la loi Sauvage à l'augmentation des bourses et au vote d'une nouvelle de l'enseignement supérieur . . une constatation s'impose, c'est que rien n'a pour l'instant suffisamment changé en profondeur dans tout ce qui fait notre vie quotidienne à l'Université.

Il n'y a pas encore de facs où l'on organise des stages. Il n'y a pas assez de facs où les étudiants sont écoutés. Il n'y a pas assez d'UER qui ont changé leurs méthodes pédagogiques. La conception des examens reste archaïque ; les facs sont encore trop souvent des halls de passages ; des étudiants couchent toujours à la gare de Toulouse... A Bordeaux, et ailleurs il existe encore une cité-U où les "visites" sont interdites après 21 h !

Pardonnez-mois, mais je dirai que cela est normal. Normal parce que le pouvoir des profs, des administrations se renforce.

Que penser de l'abrogation de la loi Sauvage à Paris VII quand il n'y a pas eu d'élections depuis 3 ans ? Que penser de la nouvelle réforme du DEUG A à Toulouse Ranguel quand les profs veulent faire, contrairement à ce qui était prévu, un examen sélectif entre les deux premiers semestres ? A Brest, que penser de la démocratisation de l'enseignement auand on veut faire payer 250 F pour s'inscrire aus seuls T.D. ; ou encore à Paris IV quand le directeur de l'UER d'histoire réduit de moitié le nombre d'étudiants admis en lè année ?

Normal encore, et c'est une conséquence, parce que les étudiants n'ont pas assez pesé, n'ont pas suffisamment imposé leur désir de respect de leurs droits et de leurs acquis .

Nous pouvons croire à la bonne volonté de la plupart de nos profs pour aider de plus en plus à la crise en adéquation de la politique universitaire à la situation du pays. Cela d'autant plus que le Ministère de l'Education Nationale leur en laisse toutes les possibilités.

Cela se voit pour les inscriptions, pour les statuts, avec un accroissement du pouvoir des présidents, pour le budget. Mais on le voit déjà concrètement à Paris XIII où le président de l'Université prévoit de transformer l'UER de sciences en institut.

Tous ceux-là l'ont bien compris, pour réduire les étudiants au silence, il faut prendre des mesures sur chacun des aspects de la vie et des études.

Chaque jour en apporte son lot de preuves. Dans ce sens, on comprend mieux pourquoi il est plus que jamais nécessaire que les étudiants ne laissent rien passer et soient à l'offensive sur tout ce qui les concerne quotidiennement.

Sur bien des points, l'activité que nous déployons, notre démarche a permis de gagner. Rappelons-nous les examens de juin dernier, rappelons-nous notre bataille contre l'échec et l'abandon, rappelons-nous les rentrées.

Cependant, cela ne suffit pas toujours, on le sait bien. Décidemment, rien n'est plus nécessaire que de débattre amphi par amphi avec les étudiants, de ce qui ne va pas, de ce qu'il faut changer.

Avec la bataille des oeuvres universitaires, c'est cela que nous avons commencé à faire. Mais ce qu'il faut, c'est que l'UNEF soit, à l'Université, la force motrice pour changer, transformer, améliorer nos conditions d'études et de vie à l'Université.

## VITE, CHANGEONS NOS CONDITIONS D'ETUDES

Qu'on ne s'y trompe pas ! Il ne s'agit pas d'un nouveau mot d'ordre, d'un nouveau slogan pour l'UNEF. Décider de lancer une grande offensive pour changer nos conditions d'études, cela mérite qu'on y réfléchisse sérieusement.

Tout d'abord, je tiens à dire, que ce n'est pas banal, que cela, on ne l'a pas déjà fait. Ce n'est pas du déjà vu, je tiens à m'en expliquer.

Un constat que nous faisons souvent ensemble, c'est que notre activité est bien souvent morcellée, découpée en thèmes et en périodes. Cela est souvent vrai et franchement, ça n'aide pas à ce que les étudiants s'y retrouvent, comprennent bien le rôle du syndicat, leur rôle. C'est bien cela qui a fait que très longtemps notre intervention sur les oeuvres universitaires était une activité d'AGE coupée des amphes, que jusque l'an dernier, nous n'avons jamais rien gagné de réel sur les examens.

D'un autre côté le constat que je faisais en première partie de la situation actuelle, fait que les étudiants ont parfois du mal à percevoir les chances réelles de gagner une Université nouvelle, telle qu'ils la veulent, telle qu'ils en ont besoin. Ils ont bien du mal à faire le lien, à voir qu'obtenir des cours de langues en lè année de DEUG, c'est déjà un pas vers une Université nouvelle.

Ce qui fait donc aujourd'hui, on le voit bien, c'est faire un lieu solide, profond, perceptible par tous qui permette à chacun de s'y retrouver.

Mais qu'on se comprenne bien, là-encore, je ne dis pas cela parce que c'est nécessaire pour l'UNEF, pour résoudre quelques uns de nos problèmes :

- je dis cela, parce que sur le fond ce qu'attendent les étudiants du syndicat, c'est avant tout d'être un moyen de défense, un outil quotidien, utile à chaque fois, chaque jour,

- je dis cela, parce que sur le fond, les étudiants sont prêts à agir pour mieux manger au R.U. pour gagner des stages ou une semaine blanche avant les examens, alors qu'ils ne sont pas prêts à se mobiliser pour "Oeuvres Universitaires", "Formation professionnelle" ou "Modalités d'examens".

Décider de se bagarrer pour changer nos conditions de vie et d'études c'est bel et bien être attentifs, être à l'écoute des étudiants. Enfin, décider une telle bataille, c'est permettre à tous ces étudiants qui ont des difficultés, à tous ceux qui aspirent à vivre autrement, d'intervenir, de participer et de décider.

Tout cela, c'est l'urgence aujourd'hui.

Urgence parce qu'en 1985, on ne peut accepter des campus non éclairés, morts, dangereux.

Urgence parce qu'en 1985, on ne peut continuer à se côtoyer dans les amphis, sans jamais pouvoir se retrouver, faire des choses ensemble.

Urgence, parce qu'en 1985, le pays ne peut pas se permettre de ne pas miser à fond sur sa jeunesse qui étudie.

Urgence enfin, parce que tout simplement il est temps qu'on vive mieux, qu'on étudie mieux.

Il est donc grand temps de s'accrocher, d'y aller !! Et cela c'est aux étudiants de le faire. C'est à eux qu'il appartient de discuter du bilan depuis la rentrée, c'est à eux de débattre des conditions dans lesquelles ils sont préparés aux examens, et de prendre les initiatives appropriées. C'est à eux qu'il appartient de décider de l'aménagement culturel qu'il faut pour leur campus.

C'est à eux enfin, parce qu'ils vivent à l'Université tous les jours, parce qu'ils y préparent leur avenir.

C'est d'autant plus à eux de le faire qu'ils ont le plus souvent des propositions à faire, des revendications à exprimer. Les propositions, à chaque fois, ce sont les solutions des étudiants, des solutions neuves.

Les propositions, si elles aboutissent, si l'association permet de les mettre en place, permettent à chaque fois de battre des idées en brèche, de montrer que les choses peuvent avancer, que le syndicat c'est utile.

Je voudrais pour l'expliquer prendre ici quelques exemples essentiels dans nos études.

En tout premier lieu les examens.

#### a) Les examens

Une question primordiale.

De tout temps les examens, leur préparation, a constitué une étape décisive pour les étudiants. Ceci est d'autant plus vrai pour ceux de janvier /février. En effet c'est à l'issue de ceux-ci qu'une masse d'étudiants abandonnent découragés par de mauvais résultats. Ceux qui persévèrent jusqu'en juin ont beaucoup plus de moyens pour les réussir.

L'importance des examens de janvier/février, c'est en cette année 85 considérablement accrue pour les étudiants. En effet, je l'ai rappelé dans la première partie, les difficultés s'aggravant, leurs aspirations, leurs ambitions étant souvent revues en baisse du fait de la crise, du chômage, tout ceci pourrait conduire des milliers d'étudiants supplémentaires à abandonner en cas de mauvais résultats à leurs examens. Beaucoup pourraient faire le choix de rejoindre directement la vie active, les petits boulots, les petites formations, plutôt que de s'échiner à réussir des examens pour finalement se retrouver au chômage ou bien dans un emploi sous-qualifié après 4, 5 ou 6 années d'études difficiles.

Oui vraiment en cette année 85, les examens revêtent une importance vitale pour les étudiants, comme en témoignent les premières discussions que nous avons pu avoir ici et là depuis deux jours. Hors aujourd'hui, nous l'avons vu, ces examens sont loin de se préparer dans de bonnes conditions, c'est pourtant pas les propositions qui manquent pour les améliorer.

Des propositions nouvelles.

Ce ne sont pas celles-ci qui manquent. En effet rappelons-nous le foisonnement de propositions d'idées qui ce sont fait jour à l'issue du Congrès en mai-juin 84. Jamais, et nous l'avons souligné au C.N. de juin, nous n'avions tant d'idées pour mieux passer nos examens.

Ces propositions, des groupes de révision en passant par la semaine blanche, les étudiants dans les jurys d'examens, les annales, les polys, la réunion de la commission pédagogique qui décide de l'organisation des exams, de nouvelles méthodes de contrôle des connaissances, la double correction, l'anonymat des copies . . . et bien d'autres encore, sont aujourd'hui avec encore plus de force d'actualité.

La question qui nous est posée est de décider avec les étudiants de ce qu'ils ont besoin pour passer dans de bonnes conditions leurs examens.

Décider avec les étudiants.

Aucun examen ne ressemble à un autre. IUT, médecine, 1<sup>è</sup> année, maîtrise, 1<sup>er</sup> cycle rénové ou pas, contrôle continu, partiel, examen terminal, U.V., certificats, oral, écrit . . . il existe des centaines de combinaisons auxquelles sont confrontés dans une même UER 5, 30, 100 étudiants.

S'il existe une chose qui à l'Université n'entrera jamais dans un même cadre bien défini, ce sont bien les examens. Alors en aucun cas ne décidons en comité restreint au fond d'un local des problèmes des étudiants et des solutions à y apporter.

Mais bien mieux, allons dans ces deux semaines qui viennent en bas de nos amphithéâtres et disons les choses simplement.

"Bonjour et Bonne Année. Dans trois semaines commencent les examens. Voilà les résultats de l'an dernier, la moyenne en chimie était de tant . . . Voilà où on est aujourd'hui du retard dans tel ou tel cours ; les T.D. finis dans tel autre, un cours incompréhensible par là . . . Avec l'association on a déjà fait ceci : polys, annales . . . C'est bien, mais insuffisant. Voilà ce qu'on pourrait envisager de faire". Donner nos propositions. "Et je propose à ceux qui sont intéressés par une ou plusieurs de ces propositions ou qui en ont d'autres de rester à la fin du cours pour voir ce que l'on peut mettre en place tout de suite . . ."



C'est simple, c'est franc, c'est ce qu'attendent les étudiants. Rappelons à ce sujet le vote de Nancy dans les amphis pour la double correction, à Paris XIII le choix pour le partiel entre QCM ou exercice, les T.D. supplémentaires de révision à Grenoble, tout ce que l'on a fait à l'occasion des rentrées autour de cette question, notamment polys, annales . . .

Cette démarche, pour la mettre en oeuvre, il n'est pas nécessaire d'avoir une "grosse orga" comme ont dit. Il suffit d'un copain avec lequel on a discuté qui décide dans son amphi de proposer aux étudiants de s'organiser, de s'associer pour passer dans de meilleures conditions leurs examens. Et cela avec les moyens du bord, comme on dit. Ce que nous pouvons proposer, ce n'est pas d'organiser la "démerde", mais bien au contraire mais de faire utiliser par les étudiants tous les atouts dont ils disposent que cela soit les élus dans les conseils, les commissions pédagogiques, les profs pour les polys, les annales, les T.D. de révision, mais aussi la C.A.E.L. pour structurer les groupes de révision autour de bouquins, du local point de rendez-vous.

Oui vraiment, nous pouvons dans les semaines qui viennent proposer à des centaines d'amphis de s'associer, s'organiser pour mieux passer leurs examens, améliorer leurs conditions d'études.

#### b) La formation

Il en va de même pour la formation. Après 3 mois de cours tous les étudiants sont maintenant à même de réfléchir sur le contenu de leur formation, ce qu'il faut pour l'améliorer.

Dans les jours qui viennent, des milliers d'étudiants notamment ceux qui se sont engagés dans les premiers cycles rénovés vont devoir faire des choix décisifs pour leur orientation ; passage dans le semestre suivant, choix des spécialisations.

Là-aussi les difficultés que connaissent les étudiants, les idées qu'ils ont sont telles qu'il suffit parfois de peu de chose pour engager le débat, l'action autour de ces questions.

Décidons, qu'un pote de l'association, qu'un élu dise en cette rentrée : "stop, on fait le bilan, avant d'aller plus loin".

Ce bilan on peut le faire avec les enseignants, on établit la liste de ce qu'il faut changer, commissions pédagogiques, formation professionnelle, T.D., cours en amphis . . . à l'issue de ce bilan et on s'organise dans l'association pour gagner que cela change le plus possible.

Rappelons-nous l'écho qu'a suscité précédemment cette démarche qui a permis d'organiser des visites d'entreprises, des conférences, un nouveau pédagogique, tout cela en liaison avec une meilleure préparation des examens.

Ceci est d'autant plus envisageable que là où les premiers cycles sont rénovés, de telles périodes de bilan sont menées et qu'ailleurs, il suffit d'un rien pour les organiser autour des élus, des profs. Une fois le débat lancé, les propositions faites, on agit point par point sous des formes aussi décidées par l'amphi pour les faire avancer le plus vite possible. Pour la formation aussi pas besoin d'une "grosse orga", la nécessité de changer leurs conditions d'études s'affirme avec une telle force chez beaucoup d'étudiants qu'un copain avec lequel on aura discuté à l'issue de ce C.N. peut être dans son amphi le détonateur.

### c) Les oeuvres universitaires

Je m'attacherai ici à une partie de la question, puisque j'aurai ultérieurement l'occasion d'y revenir.

Dans ce domaine là-aussi, sur l'élan de tout ce que nous avons fait, nous pouvons vite faire prendre la parole, décider et agir les étudiants.

Un projet de centre culturel sur le campus ? Discutons-en. Quel club ? Quelle animation ? Le foyer, OU ? avec qui ? Quelles structures ? Quels moyens ?

Là-aussi, en se servant du NO 1 du journal, du club qui existe déjà, du foyer, on peut dans de nombreux amphis, élaborer nos propositions et organiser l'action pour qu'elles voient le jour.

La fac mal desservie par les transports en commun, le ticket trop cher, l'attente trop longue, discutons de ce qu'il nous faut et agissons : détournement de bus, pétitions, initiatives publiques . . .

La formation professionnelle on en veut, le S.L.E.E. ne nous aide pas pour concrétiser nos aspirations dans ce domaine. Eh bien avec nos propositions, allons dire deux mots au directeur de ce service.

Changer les oeuvres universitaires pour améliorer nos conditions d'études, dans de nombreux amphis, cela peut se faire à condition de TOUT (propositions, modalités d'action) soit réellement décidé par les étudiants en cette rentrée.

- d) La santé des étudiants : franchement, c'est une question où l'on n'intervient que rarement. Bientôt, auront lieu les élections à la MNEF. Cela apparaîtra comme quelque chose en plus dans notre activité, comme un souci en plus si là encore nous ne disons pas que bien étudier, bien vivre, c'est bien se soigner, c'est bénéficier d'une mutuelle avantageuse proche des étudiants.

Pourtant lorsqu'on sait le nombre d'étudiants qui font le choix entre des livres et le dentiste, lorsqu'on attend parfois 6 mois à se faire rembourser les frais de consultation, il est clair que la santé est un obstacle de plus à de bonnes études. Mais là-encore, n'hésitons pas, dans notre amphi, faisons une enquête sur les conditions sanitaires. Discutons de ces problèmes franchement. C'est ainsi la meilleure façon qui existe de trouver des candidats à la MNEF, de vrais candidats mutualistes, de vrais candidats déterminés à faire que ni la maladie, ni la MNEF ne soient des freins à nos études.

Et c'est vrai parce qu'être candidat à la direction de la MNEF ce n'est pas, vouloir faire la peau à ceux qui cassent la mutuelle, mais c'est résolument être celui qui, enfin, dans la MNEF et dans sa fac va tout faire pour ramener la mutuelle au plus près de ce que les étudiants attendent. Ce sont les candidats des remboursements rapides, ce sont les candidats du remboursement par les CROUS de la cotisation mutualiste, pour une vraie politique sanitaire, dans toutes les facs, toutes les UER. Bref c'est ce qu'il faut pour la MNEF, c'est ce qu'il faut là-encore pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

C'est autour de ces quatre exemples, parce qu'ils sont brûlants d'actualité pour les étudiants que nous proposons d'engager cette offensive audacieuse et attendue pour changer nos conditions de vie et d'études.

Mais je voudrais m'attarder sur une question qui a déterminé beaucoup de notre intervention au 1er trimestre et qui va être d'une importance capitale.

## TOUT FAIRE POUR UNE VRAIE REFORME DES OEUVRES UNIVERSITAIRES

---

Nous rappelions précédemment que l'enjeu que constitue pour nous la réforme des oeuvres universitaires ne peut être considéré en soi, mais bien comme un élément de tout ce qui concerne les conditions de vie d'un étudiant aujourd'hui.

Et c'est bien justement parce que les questions soulevées par nos conditions de vie se posent avec acuité au travers de la réforme des oeuvres universitaires que dès la rentrée 84-85, nous avons mis l'accent et créé les meilleures conditions pour aborder cette réforme.

C'est un enjeu tout d'abord qui va bien au-delà de la simple perspective d'une modification aussi importante soit-elle de la compétence des oeuvres universitaires.

Avec cette réforme il ne s'agit pas tant par exemple de savoir si les chaînes à supplément rapide sont une bonne ou une mauvaise chose, mais si l'avenir de la restauration universitaire permet oui ou non à des dizaines de milliers d'étudiants de manger à la fac, bref, de faire des études dans de bonnes conditions.

Et c'est dans ce cadre que les chaînes à supplément sont une chose négative parce qu'elles instituent des repas de riches et des repas de pauvres.

Avec cette réforme, nous devons poser bien fort la question des moyens pris dans leur globalité, pour permettre à n'importe quel jeune aujourd'hui de faire des études dans l'enseignement supérieur. Moyens financiers, bien sûr, mais aussi de logement, de loisirs, de sport, d'accès à la culture, de restauration, de connaissance de son environnement, du monde du travail, de santé.

C'est en prenant largement en compte toute cette dimension que nous avons pendant un trimestre mené une bataille pour une bonne transformation des oeuvres.

Cette dimension, le forum "aide sociale" du 27 octobre la donnait, en prenant appui sur chacune des activités que les associations mettent en place pour développer des initiatives sur tout ce qui concerne nos études.

Partir par exemple de la commission journal pour impulser très largement une vie associative, une vie culturelle, mieux vivre à la fac.

Chaque question qui est posée au travers des oeuvres universitaires se définit chapitre

C'est dans ce cadre et avec ces objectifs que nous avons mené depuis l'enquête nationale une grande bataille sur nos conditions d'études, sur la transformation des oeuvres universitaires.

Cette bataille, nous l'avons menée en se donnant trois axes fondamentaux :

Si je tiens à redonner l'action que nous avons menée ce n'est pas par souci historique, mais bien pour prendre appui sur ce qui a avancé, pour continuer aujourd'hui avec le maximum d'efficacité.

1) Avec l'enquête nationale 45 000 étudiants ont réfléchi avec nous sur tout ce qui concerne leur vie à la fac, ont fait connaissance ou approfondi leurs connaissances avec les oeuvres universitaires, ont fait des propositions, ont agi pour avoir des oeuvres universitaires qui correspondent à leurs besoins.

Nous avons fait la démonstration sur ces questions qu'en ce qui concerne les propositions, la démarche collective c'est vraiment possible. A chaque instant il faut et nous devons tenir compte des propositions de l'ensemble des étudiants. Comment par exemple ne pas intervenir aujourd'hui sur les transports alors qu'une large majorité d'étudiants, l'enquête le montre, attend de l'UNEF un comportement plus audacieux sur cette question. Ce n'est là qu'un exemple mais voyez-vous, quand nous avons rencontré en décembre dernier le Secrétariat d'Etat, un paquet d'enquêtes traînait sur le bureau ; la première mouture de la note d'orientation pour la réforme des oeuvres qui est sortie le 4 décembre (mouture officielle), à propos du tarif différencié au R.U., parle de "tarif plus avantageux" dont devraient bénéficier les boursiers. Dans la deuxième mouture, celle officielle que nous avons reçue et sur laquelle les discussions s'engagent, il est dit clairement que les "boursiers devraient bénéficier d'un tarif différencié". Nous pouvons être sûrs que sur ce point-ci par exemple, ce qu'ont dit les étudiants dans l'enquête nationale a pesé.

Avoir donné la possibilité à des milliers d'étudiants de s'exprimer, c'est bien, cela constitue aujourd'hui une force immense qui peut orienter complètement ce que sera la réforme des oeuvres universitaires. Mais cette force, c'est à nous aujourd'hui de l'utiliser, de la prendre en considération, de l'analyser, bref, de ne pas faire comme si les étudiants avaient plébiscité nos propositions sans réfléchir eux aux propositions qu'ils souhaitent voir mises en avant. Cela doit nous amener à ce que partout nous donnions les résultats de l'enquête nationale, question par question, autour, pourquoi pas d'une exposition sur nos conditions d'études, quitte d'ailleurs à en profiter pour qu'encore plus d'étudiants remplissent l'enquête nationale.

- 2) Le deuxième volet de la lutte que nous avons menée réside dans la richesse des actions que par par nous avons poursuivies.

- Que ce soit de l'intervention sur la mensualisation des bourses à Lyon, à l'action sur une chaine à supplément à Toulouse, de la bataille sur le versement de la bourse dès novembre à Aix ou à Orléans, de la lutte menée en commun avec les personnels des CROUS à Bordeaux, l'UNEF a démontré ses capacités qu'elle pouvait rassembler très largement les étudiants et gagner ensemble sur des objectifs définis.

Bien sûr cela reste largement insuffisant, encore une fois par exemple, nous n'avons pas permis que 100 000 étudiants soient exonérés de leurs droits d'inscription ; nous n'avons que trop peu mis en place les commissions R.U. dont pourtant nous avons gagné le principe au Centre National des Oeuvres. Je pense que sur cette question, nous partons trop de nos propres préoccupations sans demander aux étudiants ce qu'ils souhaitent faire de ces commissions.

Mais en tout cas, à chaque fois, nous sommes partis des préoccupations des étudiants, de leurs aspirations, des difficultés premières que rencontraient les étudiants ; c'est la meilleure garantie pour rassembler largement, pour gagner.

En tenant compte de ces deux aspects, volonté de rassembler, volonté de prendre en compte au plus près les difficultés, les besoins que rencontrent les étudiants, nous avons la possibilité de faire agir très largement les étudiants, de les faire peser sur ce que seront les oeuvres universitaires.

En cette période de l'année, je le rappelais précédemment, une question essentielle touche ou va toucher les étudiants, c'est celle des examens.

N'attendons pas de faire la constatation qu'après les examens des milliers d'étudiants vont quitter l'Université pour des raisons qui sont aussi sociales !

Dès aujourd'hui, à partir des examens dans chaque amphi, prenons la décision de discuter dix minutes, un quart d'heure à la fin de l'amphi pour faire le point avec les étudiants d'où on en est de la préparation de l'examen, en n'omettant aucune question : la date est-elle bien choisie ? Le cours nous a-t-il bien préparé à l'examen ? Discutons des conditions dans lesquelles celui-ci va se dérouler, voyons avec chaque étudiant dans quelle mesure ses conditions de vie n'influent pas néfastement sur ses examens. A partir de là, tirons toutes les conclusions avec les étudiants de notre intervention, et quand dans un amphi dix étudiants n'ont pas la possibilité chez eux eux d'étudier dans de bonnes conditions, obtenons de suite que des locaux soient mis à disposition, que par exemple la bibliothèque soit ouverte plus tard le soir et le dimanche.

Intervenir pour plus de justice sociale avec la réforme des oeuvres universitaires, c'est poser la question non plus en soi comme une nécessité historique mais bien comme un besoin que nous ressentons, que nous vivons.

- 3) Le troisième aspect que nous avons donné à notre intervention sur les oeuvres universitaires, se trouve dans ce que j'appellerais "la décision de masse" ; cela s'est traduit avec le vote national sur la réforme des oeuvres universitaires.

A la conférence de presse de mardi 19 décembre, nous annonçons que du 11 au 15 décembre 67 000 étudiants s'étaient exprimés avec le vote national ; sur ces 67000 étudiants 50 000 ont voté pour le premier bulletin, 12 000 pour le second.

Mesurons bien ce que cela représente : un fait d'abord, sur la première mouture du Ministère datée du 4 décembre (mouture que nous n'aurions jamais du avoir), il est écrit : "il a été décidé d'engager une réflexion sur le devenir des oeuvres universitaires, dont l'échéance a été fixée à la fin de cette année 84" Sur la deuxième mouture (seule officielle), datée du 12 décembre, , reçue le 20, le lendemain de la conférence de presse, il est écrit : "il a été décidé d'engager une réflexion sur le rôle des oeuvres universitaires". Point !

67 000 étudiants qui se sont exprimés, 50 000 qui ont dit non à l'échéance de décembre, cela a compté.

C'est un acquis de taille, c'est la démonstration que ce que disent et ce que font les étudiants massivement, eh bien il faudra en tenir compte !

Dès aujourd'hui, servons-nous de cet acquis, de cette lutte que nous avons menée, dans chaque fac donnons les résultats du vote national, informons les étudiants sur le fait qu'un premier acquis a été remporté, celui du report d'échéance et de la concertation. Encore une fois n'attendons pas un mois qu'on nous dise : le vote national c'était bien beau, mais à quoi ça sert !

Aujourd'hui, la meilleure continuation que nous pouvons donner à ce vote, c'est d'exiger que le Ministère prenne à son compte une large consultation sur la question de l'avenir des oeuvres universitaires.

Le gagner, c'est possible, nous avons un atout : exigeons que les élections au CROUS se tiennent le plus rapidement possible. Nous proposons d'ailleurs que dans tous les conseils d'UER, d'Université et des CROUS nous soyons à l'origine de l'adoption d'une motion demandant la tenue le plus rapidement possible des élections au CROUS.

A nous de faire que ces élections soient celles d'un choix sur le devenir les oeuvres universitaires, à nous de présenter les candidats pour améliorer nos conditions d'études avec une bonne réforme des oeuvres universitaires.

Cela nécessite bien sûr que dès maintenant nous commençons à établir les listes de candidats en tenant compte de la diversité des UER, des facs, des cités-U, des écoles.

Je voudrais dire quelques mots sur le rôle du C.N. et des bureaux d'A.G.E. en partant de tout ce qui a été réalisé depuis la rencontre nationale du 27 octobre.

Nous sommes à une période de l'année où nous pouvons faire un premier bilan de notre activité. A travers ce bilan, nous pourrions dresser les grandes lignes de notre activité pour le mois de janvier et pour les mois suivants.

Avec les rentrées, avec la tenue des chaînes, nous avons rassemblé des milliers d'étudiants. Pour faire ce bilan, je reprendrai les différents thèmes des forums de la rencontre nationale des associations du 27 octobre, et je regarderai comment les choses ont évolué dans les associations, comment nous avons mis en oeuvre notre démarche. Le 27 octobre, sans sa globalité a permis aux copains de penser, de réaliser qu'à l'Université, les étudiants peuvent faire les choses avec l'UNEF, que c'est possible. La preuve étant la présence au 27 de jeunes étudiants qui avaient envie tout simplement de faire quelque chose, qui avaient des projets.

. A Orléans par exemple, le 27 octobre a été l'occasion de redonner un souffle à notre activité, à l'AGE, ce fut la même chose pour beaucoup d'AGE.

De plus depuis le 27 octobre, le nombre des journaux d'associations a doublé. En effet, maintenant Paris X, Nancy, Besançon, Paris VIII, Paris I, Paris XIII, Orléans, Santé Paris ont leurs journaux. Ce sont des journaux qui ne sont pas toujours l'affaire d'énormément d'étudiants, mais de plus en plus dans leur contenu, leur forme, ces journaux sont le reflet de la vie étudiante, ils ont un contenu de plus en plus riche.

. Concernant les questions de formation, le 27 octobre a été marqué par une visite d'entreprise. Par son contenu, l'organisation de cette visite a permis de créer les conditions dans nombreux endroits de l'organisation de visites d'entreprises :

- A Orléans, visite de la centrale nucléaire, création d'une commission formation professionnelle en sciences,

- A Montpellier, ce sont 5 entreprises où les travailleurs ont des projets de développement, et avec la CGT, font appel à l'UNEF, aux étudiants pour voir quelle formation, quels stages on peut proposer aux étudiants. Ce sont en tout cas 120 stages et emplois qui sont proposés aux étudiants.

- A Lyon, c'est un forum dans le secteur de la chimie qui se prépare à la fac de sciences.

- A Limoges, c'est une initiative dans le secteur de l'électricité qui se prépare.

- C'est aussi le cas à Dijon, à Aix et Toulouse.

Autant d'initiatives qui j'ensuis certain n'auraient pas vu le jour sans le 27 octobre. Mais nous rencontrons des limites dans cette activité, en effet toutes les initiatives que nous organisons ne débouchent pas sur une amélioration de la formation, elles sont une fin en soi, elles permettent certes aux étudiants d'apprendre des choses, de s'ouvrir sur l'extérieur, mais nous n'allons pas jusqu'au bout, en faisant en sorte que ces visites, ces stages soient intégrés à la formation, que cela nous permette de changer notre formation.

. Le sport, un forum qui a réuni peu de monde le 27 octobre, et pourtant la proposition du tour de France à la voile rencontre des adeptes, dans certaines Universités comme à Nice, Grenoble, les sorties de ski sont pour la semaine qui vient.

Dans d'autres endroits comme à Orléans, des tournois, des cross ont été organisés et je pense que ce n'est qu'un début.

Tous ces exemples montrent bien que ce premier trimestre a été l'occasion d'une activité sans précédent. Mais je ferai néanmoins un bilan nuancé, ce qui ne signifie pas que je revoies en baisse ce que j'ai exprimé précédemment.

En effet, les directions d'AGE, les copains des associations, ont parfois l'impression qu'on se disperse, qu'on fait de tout et que cela n'a pas de cohérence, de globalité, au bout d'un moment on a l'impression de ne plus s'y retrouver. Et c'est un peu vrai, cela tient je pense essentiellement à la manière dont nous travaillons, et je voudrais maintenant aborder le travail des bureaux d'A.G.E., des directions d'associations dans la période.

### Le rôle des directions d'A.G.E.

Le rôle des directions d'A.G.E., c'est de mettre en oeuvre l'orientation de l'UNEF, d'aider les copains à diriger, à s'organiser, de responsabiliser tous ceux qui veulent faire quelque chose. La principale responsabilité des directions d'AGE aujourd'hui, c'est de continuer à construire les associations, à structurer les commissions d'associations et cela dans tous les domaines ; car c'est cela le fil conducteur de nos activités ; créer les conditions d'un rassemblement durable des étudiants.

Les débuts d'année sont toujours difficiles, cela parce que les examens approchent, que le repli sur soi est la tendance générale.

Il importe donc en premier lieu de sortir tout le monde de son isolement et plus que jamais de mettre le climat.

Mettre le climat, cela signifie organiser une grande fête de rentrée de l'AGE, mais également une fête où des pots dans les associations. Cela s'organise et le bureau d'AGE doit aider concrètement à la réalisation de ces initiatives. En effet, trop d'initiatives sont décrétées sans qu'on se donne les moyens de les réaliser. Il est donc indispensable qu'un membre du bureau d'AGE soit responsable de l'organisation de telle ou telle fête et qu'il travaille avec les copains.

Mettre le climat, cela signifie également changer le climat. La rentrée avec les examens, c'est souvent déprimant, passer ses examens, c'est aussi une affaire de moral. Alors comment s'organiser. Il s'agit là de choisir plusieurs amphis par UER, par association et d'y descendre pour discuter avec les étudiants, de ce qu'ils veulent pour leurs examens, quels sont les problèmes qu'ils rencontrent et les solutions que l'on peut trouver ensemble. Mais là encore, cela nécessite qu'un membre du bureau d'AGE suive une association et qu'avec les responsables de l'association il mène les initiatives. Sa présence constante n'est pas indispensable, mais elle est nécessaire quand les copains n'ont jamais tenu un débat dans un amphi. Son aide, c'est une aide concrète, une aide de réflexion permettant aux copains d'apprécier l'évolution de la situation, une aide leur permettant de devenir responsable.

C'est la même démarche qui doit nous guider sur l'aide sociale. Poursuivre la lutte, le débat là où il avait été engagé sous forme d'expos, de comptes-rendus du vote, mais maintenant sous forme de lutte pour gagner localement ce dont nous avons besoin, et là ce sont nos candidats au CROUS qui se montrent, qui animent la bataille. Mais cela ne peut se faire que si l'on a réfléchi en bureau d'AGE aux implantations, aux secteurs où il faut absolument aller; aux initiatives de telle ou telle association, au travail avec les résidents.

Réellement, une campagne pour des élections au CROUS cela s'organise.

Et puis le rôle d'une direction d'AGE, c'est se donner les moyens de sa politique. En effet avoir toutes ces activités sans moyens financiers, c'est impensable.

Les fêtes, toutes nos initiatives doivent nous permettre de faire rentrer de l'argent. Mais dans bien des endroits, ce sont des mesures urgentes qui doivent être prises, si on ne veut pas localement ou nationalement se trouver dans une situation difficile.

C'est le début de l'année, alors, faisons pour le mois de janvier, le budget de ce mois-ci et décidons toutes les initiatives nécessaires.

Tout cela signifie une réunion du bureau d'AGE dès lundi et la convocation du collectif de ville, dans la semaine qui suit.

-o-

Voilà, j'en ai maintenant terminé. Une année importante commence. Elle commence dans une situation difficile ; elle commence par une période d'examens. Il nous appartient de bien apprécier tout cela pour que l'UNEF soit dans chaque fac, la force qui permet aux étudiants de mieux vivre et de mieux étudier à l'Université.

Discutons de tout cela ensemble, franchement, en posant comme on le ressent, comme le ressentent les étudiants que nous rencontrons, toutes les questions, toutes les difficultés, mais aussi toutes les aspirations.

-oOo-

Collectif National  
4 - 5 Janvier 1985